

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 26/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NESTLE PURINA PETCARE**

Immeuble Concorde  
4 rue Jacques Daguerre  
92500 Rueil-Malmaison

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\NESTLE PURINA  
PETCARE\_Marconnelle\_0007001157\2\_Inspections\2025 10 10 BREF FDM  
Code AIOT : 0007001157

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement NESTLE PURINA PETCARE implanté Usine de Marconnelle ZI Chemin Voyeux 62140 Marconnelle. L'inspection a été annoncée le 26/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme de visites d'inspection de la DREAL Hauts de France au titre de l'année 2025.

Elle porte sur le respect des exigences relatives à l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables et sur certaines prescriptions issues de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 juillet 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NESTLE PURINA PETCARE
- Usine de Marconnelle ZI Chemin Voyeux 62140 Marconnelle
- Code AIOT : 0007001157
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NESTLE PURINA PETCARE exploite sur la commune de MARCONNELLE une usine de fabrication d'aliments secs pour chiens et chats qui emploie environ 300 personnes.

Les différentes étapes du procédé de fabrication sont résumées ci-après :

- broyage et mélange des différents constituants (farine de viandes, de volailles, poissons et céréales) ;
- extrusion sous forme de croquettes ;
- séchage ;
- enrobage des croquettes ;
- dosage et mélange des différentes croquettes ;
- conditionnement en sacs, sachets ou boîtes ;
- palettisation et transfert vers les magasins.

L'établissement est soumis à la Directive IED pour la rubrique 3642-3 (production de 1 280 t/jour).

Les installations de l'établissement NESTLE PURINA PETCARE sont désormais autorisées par l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2024.

**Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de visualiser l'emplacement projeté pour la construction d'un auvent contigu au bâtiment de stockage C, auvent pour permettre la prise d'échantillons au sein des camions de livraisons de matières premières.

Il ressort de la visite de terrain et des échanges que le porter à connaissance transmis sur le sujet n'est pas suffisamment détaillé et exhaustif en termes de description et de définition des mesures de prévention et des moyens de protection. L'exploitant doit compléter son dossier pour permettre son instruction.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Définition du périmètre IED	Code de l'environnement du 10/10/2025, article R 515-58	Demande d'action corrective	1 mois
2	Système de management environnement	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	ntal			
3	Inventaire	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Surveillance dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Respect des VLE - chaudières	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 3.2.4.1.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Respect des VLE - sècheurs	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 3.2.4.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Auto-surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 10.2.1.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Plan de gestion du bruit et des vibrations	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Prévention des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Valeurs limites d'émergence - Bruit	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 7.2.1.	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
12	Plan de gestion des odeurs	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 3.1.3 (partie 1)	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
13	Campagne d'évaluation de l'impact olfactif	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 3.1.3. (partie 2)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 7.2.2.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a connu de grands changements organisationnels depuis fin 2024 qui semblent avoir entraîné une perte de données et de connaissances.

Bien que le site possède une certification environnementale ISO 14 001, le Système de Management Environnemental est à ce jour inexistant et inopérant. Les procédures ne sont pas disponibles tout comme la synthèse de la revue de direction et la politique environnementale.

Les contrôles attendus dans le cadre de l'autosurveillance des rejets atmosphériques sont incomplets ou non réalisés de manière exhaustive et non transmises à l'Inspection. Le respect des valeurs limites n'est pas démontré.

Les campagnes de mesures acoustiques mettent en évidence un respect des valeurs en limites de propriété mais des dépassements importants en Zone à Emergence Réglementée (ZER).

En ce qui concerne les odeurs, l'exploitant a engagé un programme de remise en état de ses systèmes de traitement (dits "APP"). Il a réalisé une étude olfactive mais qui reste partielle. Il est nécessaire de la renouveler sous un délai de 3 mois en prenant en compte les remarques de l'Inspection.

Compte tenu des non-conformités constatées, l'Inspection propose un arrêté de mise en demeure à la signature du Préfet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Définition du périmètre IED

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/10/2025, article R 515-58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, IED
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice notamment des dispositions du chapitre Ier du titre VIII du livre Ier, de celles de la section 1 du chapitre II du présent titre applicables en matière d'autorisation et de celles du chapitre III du titre Ier du livre V, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de

l'environnement ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

#### Constats :

Le dossier de réexamen précise en page 23 que les installations retenues dans le périmètre IED sont la **quasi-totalité du site hormis les bureaux, les parkings, le poste de garde et le centre de distribution**.

Or, l'Inspection relève que le centre de distribution est situé dans un bâtiment repris en rubrique 1510 et sert au stockage des palettes de produits fabriqués et emballés sur l'usine ainsi que des emballages vides et étiquetages. **Il doit être intégré au périmètre IED.**

En effet, le guide IED précise qu'il « *est donc constitué uniquement des installations visées par une rubrique 3000 et des installations ou équipements : s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution* ».

*Toutefois, les procédés en aval des installations classées 3000 ne sont considérés comme connexes que s'ils font partie intégrante des procédés correspondant aux activités IED. Les stockages sur site associés aux activités IED (par exemple : les stockages de produits finis), sont à considérer comme connexes, de même pour les installations de traitement des déchets ou des effluents produits pour tout ou partie par l'activité IED.*

**Non-conformité n°1 : Le périmètre IED défini par l'exploitant dans son dossier de réexamen n'est pas exhaustif.**

Il ressort des échanges avec la nouvelle Direction du site qu'il convient de considérer un périmètre IED identique au périmètre d'exploitation.

En l'absence de revue de Direction (point de contrôle n°2), l'Inspection n'a pas été en mesure de vérifier si les différentes évolutions du site depuis 2020 (transstockeur, nouvelle STEP, Fortiflora, ...) avaient donné lieu à une redéfinition du périmètre IED depuis 2020.

L'exploitant précise que chaque évolution sera prise en compte dans le périmètre IED et du Système de Management de l'Environnement SME afin de garantir une actualisation pertinente des indicateurs.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Demande d'action correctrice n°1** : Il convient de considérer un périmètre IED identique au périmètre d'exploitation.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 1 mois

**N° 2 : Système de management environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD Générique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME).
<b>Constats :</b>  L'exploitant précise que le groupe NESTLE possède une certification générale qui inclut chaque entité du groupe. Il présente le document de certification n° FR094370-1 multi-site établi par BUREAU VERITAS CERTIFICATION en date du 20 février 2025. Le site de Marconnelle apparaît en appendice dans le périmètre de cette certification. L'exploitant indique que les sites sont audités à tour de rôle et que l'audit de renouvellement pour le site de Marconnelle a eu lieu le 17 décembre 2024.  <b>Néanmoins, le Système de Management de l'Environnement (SME) n'est pas disponible le jour de la visite. La politique associée, la date et la synthèse de la dernière revue de direction ne sont pas disponibles non plus.</b>  L'Inspection ne dispose pas des éléments pour mener plus en détail notamment la vérification du périmètre considéré, sa cohérence avec les périmètres d'exploitation et IED, la gestion des modifications et à fortiori de s'assurer de l'implémentation du Système de Management de l'Environnement au sein du site.  <b>Non-conformité n°2 - le Système de Management de l'Environnement n'est pas disponible. L'exploitant ne démontre pas que le SME est appliqué sur le site de Marconnelle.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : Inventaire**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD Générique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants:  I. - Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris : <b>a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;</b>

**b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;**

II. - Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;

III. - Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;

IV. - Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;
- c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

**V. - Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;**

VI. - La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié. **Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.**

**Constats :**

L'Inspection contrôle uniquement le point relatif à l'inventaire.

Cet inventaire n'est pas repris dans le dossier de réexamen dans sa version du 01 décembre 2020.

**Non-conformité n°3 - l'inventaire n'est pas disponible en séance, ni connu des personnes concernées.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

N° 4 : Surveillance dans l'air

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, MTD Générique

**Prescription contrôlée :**

2. Évaluation et surveillance des émissions dans les effluents gazeux canalisés

Sauf indication contraire, les valeurs limites d'émission (VLE) dans l'air désignent des concentrations exprimées en mg/Nm<sup>3</sup> dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène.

Les valeurs limites d'émission sont établies en moyenne sur la période d'échantillonnage, définie comme la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune. Si, en raison de contraintes liées à l'échantillonnage ou à l'analyse, des prélèvements/mesures de 30 minutes ne conviennent pas pour un paramètre, quel qu'il soit, il convient d'appliquer une période de mesurage plus appropriée.

Lorsque les effluents gazeux d'au moins deux sources sont rejetés par une cheminée commune, la VLE s'applique à l'effluent gazeux global rejeté par cette cheminée.

**Pour la surveillance des effluents gazeux, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.**

**Constats :**

Future démarche NESTLE

Le nouveau responsable environnement est arrivé il y a moins d'un mois dans l'entreprise. Il ne connaît pas la démarche précédemment adoptée. Il n'a pas encore lancé de campagnes de mesures atmosphériques mais il apparaît bien au fait des textes applicables en la matière. Il détaille comment il envisage la réalisation des prochaines campagnes de surveillance de rejets atmosphériques.

- Choix d'un prestataire disposant de l'agrément ad hoc en s'appuyant sur l'arrêté du 16 juin 2025 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère (en vigueur du 01/07/2025 au 31/12/2025) ;

- Vérification dans la proposition du prestataire du respect des méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement selon l'avis du 16/05/25.

**La démarche proposée serait conforme à l'attendu réglementaire.**

Vérification sur un cas pratique :

L'Inspection étudie par sondage le rapport APAVE 134839016-001-1 du 28/04/2025 pour une intervention à la même date sur les chaudières à gaz.

- APAVE est un organisme disposant de l'agrément du ministère de l'environnement au moment de la réalisation de la prestation. L'Inspection note qu'il dispose des agréments pour les paramètres pris par sondage : SO<sub>2</sub>, poussières et NO<sub>x</sub>.

- En ce qui concerne le respect des normes de référence, les informations sont incomplètes quant aux normes respectées.

De plus, l'Inspection note en page 8 que certaines n'ont pas été suivies (humidité, vitesse) en raison de dispositions techniques (orifice de prélèvement, longueur droite amont insuffisante) qui ne permettaient pas de les respecter.

Des écarts similaires sont observés sur les rapports APAVE relatifs aux sécheurs référencés (cf. références en PC n°6).

**Non-conformité n°4 : L'exploitant ne garantit pas la réalisation de contrôles réglementaires dans le strict respect des exigences en vigueur.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Respect des VLE - chaudières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 3.2.4.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance / air

**Prescription contrôlée :**

Les valeurs limites suivantes doivent être respectées aux points de rejets des deux conduits suivants : Conduit n°1 (chaudière 12,5 T) et conduit n°2 (chaudière 15 T) :

	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en kg/h
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	3,00 %	
Poussières	5	0,03

SO2	35	0,21
NOx en équivalent NO2	100	0,6
CO		

#### Constats :

L'exploitant présente le rapport APAVE 134839016-001-1 du 28/04/2025 pour une intervention à la même date sur les chaudières à gaz.

**Les références réglementaires reprises par l'APAVE sont erronées ou non mises à jour : il fait notamment référence à l'arrêté préfectoral du 15/01/2009 qui est abrogé et ne reprend pas l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2024 en vigueur au moment de l'intervention.**

**Les Valeurs Limites auxquelles il fait référence sont ainsi incorrectes ou absentes. Pour exemple, la VLE est de 100 mg/Nm<sup>3</sup> pour les NOx et non 150 mg/Nm<sup>3</sup>. Le respect des valeurs en flux ne sont pas étudiées.**

Sur la base des informations disponibles du rapport pré-cité et **contrairement à la conformité annoncée dans le rapport, l'Inspection relève qu'il y a un dépassement de la VLE fixée à 100 mg/Nm<sup>3</sup> en NOx sur la chaudière de 12,5 T avec une valeur moyenne relevée à 107,84 mg/Nm<sup>3</sup> et une valeur en flux de 0,6 pour une VLE fixée à 0,6 avec des conditions de fonctionnement définies à 66 % de sa puissance nominale.**

Pour la chaudière vapeur de 15T, l'allure de fonctionnement est donnée à 17 % de sa puissance nominale avec une concentration en CO nulle et une valeur en NOx de 81,0 mg/Nm<sup>3</sup>.

En séance, l'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de veiller à réaliser les contrôles dans des conditions de fonctionnement représentatives du fonctionnement des équipements et de consigner ces conditions dans le rapport (cf. PC7).

**Non-conformité n°5 : les valeurs limites sur les chaudières ne sont pas respectées.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

#### N° 6 : Respect des VLE - sécheurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 3.2.4.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance / air

Prescription contrôlée :

Avant d'être rejetés par la cheminée, les effluents atmosphériques sont filtrés dans une série de

cyclones ou de dispositifs équivalents (filtres, ...).

Les valeurs limites suivantes sont respectées au point de rejets pour chacun des sécheurs :

\* pour les sécheurs « lignes 1 et 2 chiens », « lignes 3 et 4 chats », « Super Premium H1 », « Super Premium H2 » et « Super Premium H3 » ( débit nominal de 100 000 Nm<sup>3</sup>/h ) :

	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux maximal en kg/h
Poussières	40	4
SO <sub>2</sub>	35	3,5
NO <sub>x</sub>	150	15

- pour les sécheurs « Digest 1 », « Digest 2 », « Digest 3 », « Digest 4 » et « Digest 5 » ( débit nominal de 20 000 Nm<sup>3</sup>/h ) :

	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux maximal en kg/h
Poussières	40	0,8
SO <sub>2</sub>	35	0,7
NO <sub>x</sub>	150	3

#### Constats :

L'exploitant présente en séance les rapports APAVE relatifs à :

- SuperPremium 2, APP1-2-3-4-5 de novembre 2023 ;
- Sécheurs 2, 3 et 4 pour des interventions entre le 9 juillet 2024 et 16 octobre 2024 ;

**Ces rapports font référence à des VLE basées sur d'anciennes prescriptions (avant juillet 2024) ou erronées (AP du 30/07/24 non pris en compte).**

En séance, seule l'analyse des résultats du rapport du 134281199-001-1 du 25/11/2024 relatif aux

sécheurs 2, 3 et 4 sont analysés (car postérieurs à la date du 30 juillet 2024).

**Ce dossier met en exergue des concentrations inférieures à la VLE et des flux inférieurs aux VLE fixées pour le paramètre poussières.**

Néanmoins, en séance, l'exploitant comme l'Inspection ne sont pas en mesure de retrouver la correspondance entre les équipements contrôlés et les équipements repris dans l'AP. **Une uniformisation des appellations est à réaliser pour garantir un meilleur suivi.**

Au jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter de rapports de contrôle au titre de l'année 2025.

**Non conformité n°6 :** A la date de la visite d'inspection, l'absence de correspondance claire entre les résultats et les équipements ne permet pas de démontrer le respect des VLE au titre de l'année 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de justificatif n°1 :** l'exploitant transmettra, sous 2 mois, un tableau récapitulatif sur le respect des VLE de l'ensemble des sécheurs en prenant soin d'harmoniser le tableau et les rapports avec les appellations reprises dans son arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 7 : Auto-surveillance des émissions atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 10.2.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance / air

**Prescription contrôlée :**

Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 3.2.4.1. (chaudières) et à l'article 3.2.4.2.(sécheurs) du présent arrêté doit être effectuée **au minimum tous les ans** par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Ces mesures, réalisées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, doivent permettre de vérifier le respect des valeurs limites d'émission fixées en flux et concentrations pour les différents polluants.

Le rapport de mesures est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la

réalisation des mesures.

**Constats :**

**L'Inspection relève que l'autosurveillance n'est pas réalisée sur l'ensemble des paramètres.** Par sondage, elle note que seul le paramètre poussières est contrôlé sur les sècheurs, uniquement les paramètres CO et NOx sur les chaudières (manquent les paramètres poussières, SO2, vitesse d'éjection ...).

Les rapports APAVE 2025 sur les chaudières et sur les sècheurs mettent également en évidence un doute quant à la réalisation des contrôles dans des **conditions de fonctionnement représentatives**.

L'Inspection rappelle également en séance que ces conditions doivent être consignées dans le rapport. Ce n'est pas le cas pour les rapports relatifs aux sècheurs où l'on retrouve très souvent au paragraphe « conditions de fonctionnement : aucune information fournie » .

L'Inspection attire l'attention de l'exploitant non seulement sur son obligation de réalisation de contrôles pertinents, exhaustifs et conformes mais également sur la nécessité d'exploiter les résultats après réception du rapport de vérification réglementaire afin de s'assurer de sa conformité et/ou de mettre un plan d'actions adapté si nécessaire.

**En outre, l'exploitant n'a transmis aucun rapport de mesures depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2024.**

**Non-conformité n°7 : Les dispositions relatives à l'autosurveillance des rejets atmosphériques ne sont pas respectées.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Plan de gestion du bruit et des vibrations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, MTD Générique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de

management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit.
<b>Constats :</b>  <b>Non-conformité n°8 : l'exploitant ne dispose pas de plan de gestion du bruit et des vibrations ni de plan d'actions associé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 9 : Prévention des émissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD Générique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant applique une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous. a - Implantation appropriée des équipements et des bâtiments b - Mesures opérationnelles C - Équipements peu bruyants D - Dispositifs anti-bruit E - Réduction du bruit
<b>Constats :</b>  L'alinéa a) est analysé en séance.  L'Inspection évoque le projet récent d'implantation d'une chaudière biomasse en limite d'exploitation dans une zone où les valeurs limites en émergence ne sont d'ores et déjà pas respectées.  En effet, l'exploitant a déposé en date du 15 mai 2025 un porter à connaissance avec demande d'examen au cas par cas pour la mise en place d'une chaudière biomasse.  Selon les dernières informations transmises à l'Inspection, l'installation de la chaudière biomasse pourrait contribuer à une augmentation de l'émergence.  Ce dossier avait fait l'objet d'une réunion spécifique sur site en présence des représentants de l'Inspection et du SDIS le 28 février 2025 et d'une demande de compléments en date du 26 mai 2025 qui est restée sans réponse à ce jour. Au regard des dernières mesures acoustiques notamment en conditions d'usine à l'arrêt, il apparaît nécessaire que l'exploitant revoie et complète son dossier.

**Non-conformité n°9 : l’exploitant ne démontre pas qu’il garantit une implantation appropriée les nouveaux équipements et bâtiments dans sa gestion de projets afin de limiter ses émissions sonores.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Valeurs limites d'émergence - Bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 7.2.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux acoustiques

**Prescription contrôlée :**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

**Constats :**

L’exploitant a transmis le rapport final APAVE du 30 juin 2025 référencé 134627984\_001\_1\_NESTLE\_MARCONNELLE\_Etude\_complète. Ce rapport intègre les résultats des deux campagnes réalisées .

- Une première campagne du 12/02/2025 au 13/02/2025 en conditions d’usine en fonctionnement ;
- Une seconde campagne du 06/06/2025 au 10/06/2025 en conditions d’usine à l’arrêt.

Les campagnes portaient sur 4 points en limite de propriété (LIM dans le rapport) et 7 points en Zone à Émergence Réglementée (ZER)

**Il ressort des conclusions que les ZER2, ZER3, ZER4 et ZER7 présentent des émergences supérieures à celles autorisées :**

ZER2 : 13 dB(a) au lieu de 3 dB(a) en période nocturne ;  
 ZER3 : 7,5 dB(a) au lieu de 5 dB(a) en période diurne et 12 dB(a) au lieu de 3 dB(a) en période nocturne ;  
 ZER4 : 17 dB(a) au lieu de 3 dB(a) en période nocturne ;  
 ZER7 : 13 dB(a) au lieu de 4 dB(a) en période nocturne ;

A ce jour, il n'y a pas de plan d'actions avec définition de délais. La nouvelle Direction du site déclare qu'elle est d'ores et déjà à la recherche d'un nouveau prestataire compétent dans le domaine. Elle souhaite en effet refaire un point de situation complet sur cette thématique.

**Non-conformité n°10 : Les émissions sonores dues aux activités des installations engendrent, dans les zones à émergence réglementée, une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 11 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 7.2.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux acoustiques

##### Prescription contrôlée :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

##### Constats :

L'exploitant a transmis le rapport final APAVE du 30 juin 2025 référencé 134627984\_001\_1\_NESTLE\_MARCONNELLE\_Etude\_complète. Ce rapport intègre les résultats des deux campagnes réalisées .

- Une première campagne du 12/02/2025 au 13/02/2025 en conditions d'usine en fonctionnement ;
- Une seconde campagne du 06/06/2025 au 10/06/2025 en conditions d'usine à l'arrêt.

Les campagnes portaient sur 4 points en limite de propriété (LIM dans le rapport) et 7 points en Zone à Émergence Réglementée (ZER).

Les valeurs en limite de propriété sont conformes à celles fixées pour les différentes périodes de la journée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Plan de gestion des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 3.1.3 (partie 1)
Thème(s) : Risques chroniques, MTD Générique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations ne doivent pas être à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises notamment pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins et canaux susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.</p> <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un <b>plan de gestion des odeurs</b> comprenant l'ensemble des éléments suivants :  - un protocole précisant les actions et le calendrier ; - un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ; - un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; - un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</p> <p>Ce plan de gestion des odeurs et les mesures réalisées doivent permettre de vérifier des débits d'odeurs tels que définis à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toutes natures des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.</p> <p><u>AM du 27/02/2020 - Annexe - Titre II - 14</u></p> <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un <b>plan de gestion des odeurs</b> comprenant l'ensemble des éléments suivants :  - un protocole précisant les actions et le calendrier ;  - un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ;</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;</li> <li>- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li> </ul> <p>Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site de NESTLE à Marconnelle fait l'objet de plusieurs signalements pour nuisances olfactives auprès de l'Inspection depuis le début de l'année 2025.</p> <p><b>Non-conformité n°11 : L'exploitant ne dispose pas de plan de gestion des odeurs répondant aux éléments repris dans la prescription.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 13 : Campagne d'évaluation de l'impact olfactif**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 3.1.3. (partie 2)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de réaliser une <b>première campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'ensemble de ses installations après augmentation</b> de la capacité de production <b>sous un délai de 3 mois</b> à compter de la notification de l'arrêté.</p> <p>Si des dépassements sont recensés, des moyens de réduction doivent être proposés avec mention des délais de mise en œuvre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il a mandaté la société OLENTIA pour la réalisation de cette prestation.</p> <p>En séance, la nouvelle Direction explique qu'elle a découvert à son arrivée au printemps 2025 des dysfonctionnements au niveau des systèmes de traitement des odeurs. Les sècheurs Super Premium (2) et sècheurs Digest (5) sont en effet équipés d'un système dit APP, qui consiste en un traitement de l'air rejeté par système à plasma (courant électrique élevé).</p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant précise que 3 équipements sur 7 sont de nouveau opérationnels et qu'il envisage de refaire une campagne à l'issue de la remise en état de l'ensemble des systèmes APP.</p>

**L'exploitant informera l'Inspection dès remise en état des systèmes de traitement des odeurs.**

Le parcours des installations en début de visite (9h30) ne met pas en évidence d'odeurs. Lors de la 2e partie de visite vers 13H, des nuisances olfactives sont ressenties près du centre de distribution. Aucune odeur n'est perçue sur la STEP contrairement aux visites d'inspection antérieures.

Il transmet par courriel du 13 octobre 2025 les 3 rapports référencés :

- RAPPORT 241103 PURINA NESTLE 01 du 03 novembre 2024 référencé Diagnostic des émissions odorantes de l'usine de Marconnelle
- RAPPORT 241220 PURINA NESTLE 03 du 20 décembre 2024 Diagnostic des émissions odorantes de l'usine de Marconnelle
- RAPPORT 241220 PURINA NESTLE 03 du 20 décembre 2024 Simulation de dispersion des émissions odorantes de l'usine de Marconnelle

Postérieurement à la visite d'inspection, il ressort de l'étude des éléments transmis par l'exploitant les points suivants :

- Les diagnostics des émissions odorantes réalisés ne portent que sur les rejets canalisés alors que la nouvelle station d'épuration est reprise comme source prépondérante d'émissions odorantes dans le dossier d'autorisation en raison de son positionnement à ras du sol qui gêne une bonne dilution des effluents.

**La campagne d'évaluation de l'impact olfactif ne porte donc pas sur l'ensemble des installations comme attendu.**

- Les études se basent sur des **caractéristiques techniques en termes de diamètre, débit, hauteur de cheminée ... qui ne sont pas en cohérence avec les données connues de l'administration** ou reprises dans les rapports des organismes agréés pour les contrôles périodiques.

**De plus, il n'est pas possible de distinguer les données qui auraient été transmises par l'exploitant de celles établies/relevées par l'organisme lors de la réalisation de sa prestation.**

**L'exploitant doit clarifier les données techniques (diamètre, hauteur..) et veiller lors de la prochaine campagne à ce que les données soient établies par l'organisme tiers afin de garantir une interprétation impartiale des résultats.**

- Les conditions de fonctionnement en termes de capacité de production et des systèmes de traitement des odeurs **ne sont pas détaillées. Comme les données précédentes, elles apparaissent pourtant comme des données essentielles à l'analyse du débit d'odeurs émis.**

- Le rapport met en évidence qu'il y aurait des erreurs sur la hauteur des cheminées. **L'exploitant apportera la preuve de la hauteur de chacune de ses cheminées.**

- L'Inspection note qu'OLENTIA détermine des valeurs limites selon une abaque en fonction de la

hauteur de cheminée alors que des valeurs limites ont d'ores et déjà été définies dans les actes administratifs antérieurs et repris comme engagements par l'exploitant dans son dernier dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DAE).

Le DAE annonce le respect des valeurs suivantes :

- $1235 \times 10^6$  UOE/h pour les 2 conduits de la cheminée Chiens/Chats. L'étude par l'Inspection des actes antérieurs fait état d'une valeur limite à  $12\,350 \times 10^6$  UOE/h, ce qui apparaît plus cohérent avec la hauteur importante de la cheminée (73m) ;
- $1200 \times 10^6$  UOE/h pour les cheminées Hélios 1 et 2/3 ;
- $1200 \times 10^6$  UOE/h pour les cheminées des sécheurs Digest 1 à 5.

**Ces débits d'odeurs sont donc à respecter.**

L'Inspection rappelle à l'exploitant que les effluents NESTLE sont des effluents odorants marqués, que le débit d'odeurs apparaît relativement élevé dans un contexte d'environnement résidentiel et de remontée accrue de signalements pour nuisances olfactives en 2025.

**Non-conformité n°12 : La campagne d'évaluation de l'impact olfactif ne porte pas sur l'ensemble des installations et ne se base pas sur des données fiables, complètes et indépendantes.**

L'exploitant planifiera, sous un délai de 3 mois, une nouvelle campagne d'évaluation qui portera sur l'ensemble des installations et qui prendra en compte l'ensemble des remarques formulées par l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois